

Dossier : L'objection de conscience en politique

36 Printemps 2007

Dix points clés pour bien choisir

À CHAQUE ELECTION, les chrétiens sont appelés à donner leurs voix aux candidats qui se présentent à leurs suffrages. Le vote est un acte solennel qui engage leur responsabilité politique.

Pour autant, ce n'est pas le lieu de la définition du bien et du mal, c'est un mode de désignation du pouvoir où le citoyen s'exprime sur ce qui lui paraît le meilleur possible.

Comment donc éclairer son jugement ? La Fondation de Service politique propose aux électeurs soucieux de choisir en conscience un outil d'aide à la décision.

Ce Guide s'inspire largement des derniers enseignements du magistère de l'Église catholique, et notamment de la Note doctrinale sur l'engagement des catholiques dans la vie politique signée par le cardinal Ratzinger en novembre 2002. Il est le fruit des réflexions et de l'expérience de nombreux laïcs chrétiens engagés dans le monde politique.

ATTENTION ! Le texte intégral et définitif des articles (avec appareil de notes et tableaux chiffrés) ne figurent que dans la version "papier" de la revue.

GUIDE DE L'ELECTEURDix points clés pour bien choisir

À CHAQUE ELECTION, les chrétiens sont appelés à donner leurs voix aux candidats qui se présentent à leurs suffrages. Le vote est un acte solennel qui engage leur responsabilité politique. Pour autant, ce n'est pas le lieu de la définition du bien et du mal, c'est un mode de désignation du pouvoir où le citoyen s'exprime sur ce qui lui paraît le meilleur possible.

Comment donc éclairer son jugement ? La Fondation de Service politique propose aux électeurs soucieux de

choisir en conscience un outil d'aide à la décision.

Ce Guide s'inspire largement des derniers enseignements du magistère de l'Église catholique, et notamment de la Note doctrinale sur l'engagement des catholiques dans la vie politique signée par le cardinal Ratzinger en novembre 2002. Il est le fruit des réflexions et de l'expérience de nombreux laïcs chrétiens engagés dans le monde politique.

Pour lire le texte complet (extraits ci-dessous), commandez le Guide de l'électeur chrétien 2007 (Liberté politique n° 36) en cliquant [ici](#)

- [COMMENT VOTER ? LE CHOIX DU MEILLEUR POSSIBLE](#)

GUIDE DE L'ELECTEUR Trois priorités non négociables

- [LA PROTECTION INCONDITIONNELLE DE LA VIE HUMAINE](#)
- [LA RECONNAISSANCE DE LA FAMILLE FONDEE SUR LE MARIAGE](#)
- [LE DROIT DES PARENTS A LA LIBERTE D'EDUCATION DE LEURS ENFANTS](#)

GUIDE DE L'ELECTEUR Six orientations fondamentales

- [LUTTER CONTRE LA PAUVRETE EN RESPONSABILISANT LES ACTEURS SOCIAUX](#)
- [EXIGER UNE LAICITE RESPECTUEUSE DE LA LIBERTE RELIGIEUSE](#)
- [FAIRE AIMER LA FRANCE. COMMUNAUTE DE CULTURE](#)
- [RETABLIR L'ETAT A SA JUSTE PLACE. GARANT DU BIEN COMMUN](#)
- [RELANCER L'EUROPE SUR LES FONDEMENTS DE SON IDENTITE](#)
- [SERVIR LA PAIX DANS LE RESPECT DES CULTURES](#)

GUIDE DE L'ELECTEUR Voter en prudence

- [L'EXEMPLARITE DE L'ELU : COHERENCE ET COMPETENCE](#)

DOSSIER L'objection de conscience en politique

C'EST INDUBITABLE. Les effets du relativisme culturel sur la législation et le droit des sociétés occidentales placent les chrétiens devant des choix de conscience difficiles. Qu'il suffise de citer le cas le plus grave et le plus répandu des lois dépénalisant l'avortement ou levant peu à peu les obstacles à l'euthanasie. Des lois de cette nature, a dit Jean Paul II, non seulement ne créent aucune obligation pour la conscience, mais elles entraînent une obligation grave et précise de s'y opposer par l'objection de conscience (*Evangelium vitæ*, 73). Mais ces cas ultimes ne sont plus les seuls. C'est tout l'édifice du droit positif qui a intégré peu à peu comme une norme la relativisation des comportements, au point de justifier au nom d'une conception réductrice de la liberté, de la non-discrimination ou du progrès de la science, de nombreuses atteintes à la dignité de la personne humaine, et notamment des plus faibles.

Chacun est peu à peu concerné. On pense à l'infirmière dans un hôpital pratiquant l'avortement ; au maire qui, demain, devra peut-être enregistrer des unions civiles entre personne de même sexe. Mais il faut songer aussi au salarié du laboratoire qui importe des embryons pour ses recherches ou à la comptable d'un éditeur qui diffuse des titres pornographiques, aux fonctionnaires, aux magistrats confrontés chaque jour à des situations limites ...

Personnellement et collectivement, cette réalité nouvelle appelle les chrétiens à se situer en situation de résistance morale et politique. Pour autant objection de conscience ne signifie pas renoncement à ses responsabilités, ni même — généralement — désobéissance civile. Où commence l'objection de conscience, où et quand se justifie-t-elle, comment peut-elle s'exprimer ? Ce dossier de Liberté politique apporte les éclairages nécessaires.

En préalable, le père Emmanuel Perrier o.p. rappelle que l'exercice de la conscience est toujours et partout indispensable pour agir, dans quelque domaine que ce soit, et que la multiplication des éthiques sectorielles n'en dispense pas mais requiert leur intégration dans une vie morale globale et cohérente. Sur ces bases, François de Lacoste Lareymondie dégage la problématique actuelle de l'objection de conscience, son rapport à la loi civile, le champ de ses applications potentielles et ses modalités pratiques.

- [La voie étroite de l'objection de conscience](#)
- [Des éthiques, une morale : la conscience à la rescousse](#)

20,00 €